



DevHaïti

LE MAGAZINE DU DÉVELOPPEMENT

2020 – 2030 : Une Décennie d'Action

N° 004



01 avril 2020

COVID-19: la communauté internationale au chevet d'Haïti

Après plusieurs mois de discussions entre les dirigeants haïtiens et les partenaires techniques et financiers du pays autour d'une véritable relance de l'assistance financière internationale, le « coronavirus » a fait bouger les lignes rapidement. En fait, des partenaires comme la BID, la Banque mondiale, l'Union Européenne ont annoncé la réallocation de certains fonds devant permettre aux autorités gouvernementales de faire face à la crise sanitaire qui aura de fortes répercussions sociales, économiques et financières.

L'instabilité politique qui règne dans le pays depuis quelque deux ans a empêché la population haïtienne de bénéficier des fonds disponibles du côté des bailleurs qui exigeaient la présence d'un gouvernement et de l'exécution d'un budget national. Devant l'urgence de la situation haïtienne, le Fonds monétaire international (FMI) a fait savoir dans un communiqué publié récemment que son « objectif est d'aider rapidement Haïti à faire face aux effets d'une crise sanitaire qui s'intensifie et à engager des dépenses dans les secteurs de la santé et de la protection sociale pour limiter les coûts humains de l'épidémie de COVID-19 ». Selon les premières estimations, le FMI pourrait décaisser quelque 42 millions de dollars en appui budgétaire en faveur du gouvernement.

La BID a révélé, de son côté, qu'elle compte réallouer une enveloppe de 50 millions de dollars USD pour permettre à l'administration Moïse/Jouthe de renforcer sa capacité de réactions face à la situation catastrophique.

Quant à la Banque mondiale, sa contribution financière pourrait franchir la barre de 60 millions de dollars USD. 20 millions seront alloués, suivant un accord de principe, à l'octroi d'un don d'urgence au Gouvernement afin de renforcer les capacités de coordination, de surveillance épidémiologique, de réponse du système national de santé face à la menace de crise de la pandémie COVID-19. Un montant de 22 millions est prévu pour la finalisation du financement de politique de développement avec option de tirage différé suite à une catastrophe. La Banque mondiale a aussi

l'intention de réaffecter 20 millions de dollars USD vers des projets de santé et d'eau potable et d'éducation en vue de renforcer les hôpitaux et de mettre des kits d'eau à la disposition des communes rurales.

L'Union Européenne (UE) souhaiterait finalement décaisser, d'ici le 30 juin 2020, 35 millions d'euros dans le cadre du programme d'appui budgétaire à la construction de l'Etat haïtien.

Les faiblesses de la gouvernance financière au niveau de l'administration publique, qui se sont aggravées avec l'absence d'une institution de contrôle comme le Parlement, pourraient renforcer la méfiance au niveau de l'opinion publique. L'établissement d'un mécanisme de transparence et de reddition de comptes avec la participation d'acteurs non publics (société civile, secteur des affaires et média) s'avère nécessaire pour éviter qu'il y ait de nouveaux scandales ou même la perception de corruption dans la gestion de ces fonds.

M. Christopher Cushing vient de prêter serment comme le nouveau directeur de l'USAID_Haiti.

Christopher (Chris) Cushing a rejoint la mission USAID/ESC (USAID/Eastern and Southern Caribbean) basée à la Barbade en octobre 2014 en tant que directeur de mission, assumant la direction des portefeuilles de la mission dans l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS) et à la Barbade, au Guyana, au Suriname, à Trinité-et-Tobago et aux Bahamas (VIH/sida).

Chris a été directeur de mission de l'USAID en Équateur d'août 2013 jusqu'à la fermeture de l'agence en septembre 2014. Auparavant, il était directeur du Bureau de la stratégie, du budget et des programmes (SPO) pour l'Amérique latine et les Caraïbes, où il a supervisé le budget de l'USAID pour l'hémisphère occidental de plus de 900 millions de dollars.

Auparavant, Chris était directeur adjoint du développement régional durable (DSR), supervisant un personnel technique et sectoriel diversifié; Chef d'équipe stratégique pour le Bureau de la stratégie et des programmes pour l'Amérique latine et les Caraïbes (LAC/SPO); et agent de programme de supervision au Panama et au Honduras.

Avant de rejoindre l'USAID, Chris a fait partie du personnel du Peace Corps au Paraguay, au Costa Rica, en Slovaquie et dans les pays baltes. Chris a été volontaire pour la paix dans la vulgarisation agricole dans le nord de l'Équateur de 1981 à 1984.

Chris est titulaire d'une maîtrise en développement économique et social et son diplôme de premier cycle est en études latino-américaines.



CLIO : le coronavirus, une opportunité pour des actions structurantes en Haïti

Regroupant plus de 70 organisations nationales et internationales, le CLIO (Cadre de liaison inter-organisations) s'engage aussi dans le combat contre le coronavirus (Covid-19) en Haïti. Dans une interview exclusive accordée à DevHaiti, le CLIO dit soutenir, de concert avec ses membres, les institutions haïtiennes pour répondre à la pandémie du coronavirus. « Nous appelons tous les partenaires et bailleurs de fonds à mobiliser leurs ressources humaines, financières et matérielles pour participer à l'effort collectif de réponse sous le leadership du Ministère de la Santé publique et de la Population (MSPP) », a fait savoir le CLIO, souhaitant que cette pandémie soit une opportunité pour initier des actions structurantes dans le pays.

Dans la même veine, le CLIO fait état de sa participation aux rencontres de l'équipe humanitaire pays qui regroupe le Bureau de coordination humanitaire, les agences des Nations unies, les représentants des organisations, du gouvernement et parfois des bailleurs. « Le CLIO partage les informations du gouvernement et de la communauté des acteurs avec ses membres et non membres. Il relaie les informations des organisations non gouvernementales (ONG) sur leurs activités de terrain et les mesures mises en place pour faire face à la pandémie. En bref, le CLIO se met à la disposition de ses membres pour supporter leurs actions », ont expliqué les responsables du CLIO.

La pandémie du coronavirus ne pose pas uniquement des problèmes. D'un autre côté, elle attire l'attention des décideurs sur des actions concrètes à réaliser. Pour Haïti, le CLIO identifie le renforcement de l'agriculture et des marchés nationaux comme étant l'une des priorités de l'heure. Il a aussi mis l'accent sur le besoin de renforcer les institutions étatiques pour pouvoir faire face aux défis. « Il est impératif aussi d'investir dans les organisations de la société civile pour faciliter entre les principaux acteurs nationaux une interaction efficace pour répondre aux défis. C'est aussi l'occasion de construire une nouvelle stratégie de gestion avec une

composante sérieuse de transparence et de reddition de comptes », soutient le CLIO.

Pour ce qui révèle des réponses sur le plan sanitaire, le CLIO estime qu'il faut privilégier celles qui prennent en compte les mesures permettant de résoudre les problèmes de santé, dont la disponibilité des ressources humaines et matérielles dans les hôpitaux. En ce qui a trait aux réponses humanitaires, le CLIO souhaite que des produits agricoles cultivés en Haïti puissent constituer les kits alimentaires qui vont être distribués aux personnes les plus vulnérables. « L'Etat Haïtien, à travers le MSPP, assure le leadership de la réponse. Les actions des ONG viennent en support à la population, suivant les lignes directrices nationales. Certes, il faut combattre la pandémie mais il faut aussi une approche multisectorielle et une vision pendant et après le coronavirus », soutient le CLIO.

A propos des interventions des ONG, le CLIO insiste sur le fait que ces dernières doivent suivre les recommandations du gouvernement et s'aligner sur le plan global lancé la semaine dernière par le Secrétaire général des Nations unies appelant à : - contenir la propagation de la pandémie et réduire le taux de mortalité et de morbidité- s'attaquer aux destructions en termes de capital humain, de droits, de cohésion sociale, de niveau et de qualité de vie- protéger, assister et défendre les populations les plus vulnérables telles que les réfugiés, les migrants, les déplacés internes. Le CLIO encourage aussi les ONG à soutenir davantage les organisations locales et nationales mieux placées pour apporter un accompagnement de proximité aux communautés.

La pandémie a impacté toutes les activités des ONG qui ne sont pas exemptes des mesures prises par le gouvernement en vue de contenir la propagation du coronavirus. Elles ont aussi pour devoir de relayer ces mesures. « Toutes les organisations ont dû réviser leurs planifications. Avant tout, il faut chercher une entente avec les bailleurs pour suspendre certaines activités, effectuer des réallocations ou solliciter des fonds spécifiques pour faire face à la pandémie », a soutenu le CLIO, précisant qu'il ne dispose à date d'aucune enveloppe pour intervenir dans le cadre du

Covid-19 d'autant plus que ses activités consistent à coordonner, informer, faciliter des regroupements de ses membres, appuyer des actions de plaidoyer, etc.

Préserver les chaînes de valeur alimentaires mondiales : essentiel dans le contexte de la crise du COVID-19

La pandémie du COVID-19 met à rude épreuve les systèmes de santé publique du monde entier, et des millions de personnes dans les pays du monde les plus avancés sur le plan économique sont en quelque sorte mises en quarantaine.

Nous savons que les pertes en vie humaines seront élevées et que les efforts massifs pour en inverser la tendance ont un coût économique élevé.

Pour réduire le risque de pertes encore plus élevées – pénurie de nourriture pour des millions de personnes, même dans les pays riches –, le monde doit immédiatement prendre des mesures pour minimiser les interruptions des chaînes d'approvisionnement alimentaire.

Une intervention coordonnée et cohérente à l'échelle mondiale est nécessaire pour éviter que cette crise de santé publique ne déclenche une crise alimentaire qui empêcherait les gens de trouver ou de se procurer de la nourriture.

Le COVID-19 n'a exercé, pour l'instant, aucune pression sur la sécurité alimentaire malgré des rapports isolés indiquant que des supermarchés ont été pris d'assaut.

S'il n'y a pas lieu de paniquer – car il y a suffisamment de nourriture dans le monde pour nourrir tout le monde –, nous devons quand même relever un défi: veiller à ce que la nourriture soit disponible là où l'on en a besoin.

L'épidémie du COVID-19, qui a entraîné la fermeture de frontières et le confinement, a créé des contraintes logistiques qui se répercutent sur les longues chaînes de valeur de l'économie mondiale moderne.

Les restrictions de mouvement, ainsi que le comportement d'aversion des travailleurs, peuvent empêcher des agriculteurs de cultiver les terres et des transformateurs des produits

alimentaires (qui gèrent la plupart des produits agricoles) de s'occuper de la transformation. La pénurie d'engrais, de médicaments vétérinaires et d'autres intrants pourrait également avoir des conséquences sur la production agricole.

La fermeture de restaurants et d'épicerie moins fréquentées réduit la demande de produits frais et de produits de la pêche, ce qui affecte les producteurs et les fournisseurs, en particulier les petits agriculteurs, avec des conséquences à long terme pour des populations de plus en plus urbanisées à travers le monde, que ce soit à Manhattan ou à Manille.

L'incertitude quant aux disponibilités alimentaires peut inciter des décideurs à mettre en œuvre des mesures restrictives en matière de commerce dans le but de garantir la sécurité alimentaire au niveau national.

L'expérience vécue lors de la crise mondiale des prix des denrées alimentaires de 2007-2008 nous enseigne que de telles mesures ne peuvent qu'exacerber la situation.

Les restrictions à l'exportation mises en place par des pays exportateurs pour accroître les disponibilités alimentaires au niveau national pourraient entraîner de graves perturbations sur le marché alimentaire mondial, ce qui conduirait à des flambées et une volatilité accrue des prix.

En 2007-2008, ces mesures immédiates se sont avérées extrêmement préjudiciables, en particulier aux pays à faible revenu et à déficit vivrier et aux efforts des organisations humanitaires pour procurer de la nourriture aux nécessiteux et aux vulnérables.

Nous devons tous tirer des leçons du passé pour *ne pas* répéter les mêmes erreurs.

Les décideurs doivent veiller à ne pas durcir sans le vouloir les conditions d'approvisionnement alimentaire.

Bien que chaque pays soit confronté à ses propres défis, la collaboration entre les gouvernements et l'ensemble des secteurs et des parties prenantes est primordiale. Nous sommes confrontés à un problème mondial qui nécessite donc une solution mondiale.

Nous devons veiller à ce que les marchés alimentaires fonctionnent correctement et que les informations sur les prix, la production, la consommation et les stocks alimentaires soient accessibles à tous en temps réel. Cette approche réduira l'incertitude et permettra aux producteurs, aux consommateurs, aux commerçants et aux transformateurs de prendre des décisions éclairées et de contenir la panique injustifiée qui s'observe sur les marchés alimentaires mondiaux.

On ne connaît pas encore les effets sanitaires de l'actuelle pandémie du COVID-19 sur certains des pays les plus pauvres. Pourtant, nous pouvons dire avec certitude que toute crise alimentaire consécutive à une mauvaise élaboration de politiques sera une catastrophe humanitaire que nous pouvons éviter.

Nous avons déjà 113 millions de personnes souffrant de la faim aiguë dans le monde, et en Afrique subsaharienne, un quart de la population est sous-alimentée. Toute interruption des chaînes d'approvisionnement alimentaire intensifiera la souffrance humaine et accentuera le défi de réduire la faim dans le monde.

Nous devons faire tout notre possible pour ne pas laisser cela se produire. Prévenir coûte moins cher. Les marchés mondiaux sont essentiels pour atténuer les chocs liés à l'offre et la demande entre les pays et les régions, et nous devons travailler ensemble pour veiller à minimiser autant que possible les interruptions des chaînes d'approvisionnement alimentaire.

Le COVID-19 nous rappelle avec force que la solidarité n'est pas de la charité mais du bon sens.

QU Dongyu
Directeur général de l'Organisation des
Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Rome, 30 mars 2020

COVID-19 : Une fenêtre d'opportunités pour le secteur agricole

Un document de l'Institut haïtien d'observatoire de politique publique (INHOPP) recommande aux autorités haïtiennes de profiter de la crise du coronavirus qui se profile pour donner un nouveau souffle à l'agriculture plutôt que d'en avoir peur et de se confiner à des actions non durables. Mis en circulation le 28 mars dernier, ce document préconise une production alimentaire à cycle-court à travers le pays pour pallier la crise alimentaire aiguë, aggravée par le coronavirus, qui guette des millions d'haïtiens.

« Des mesures ciblant la production à cycle court permettra d'amortir le choc prévu dans 3 mois, et du même coup, réduire la pression sur le marché des changes. Dans cet esprit, la stratégie de politique agricole ne peut se confiner à donner des semences ou des engrais à des agriculteurs non équipés, mais plutôt, prendre en compte les limites actuelles du système de production agricole, et aussi prendre en considération les mesures d'urgence pour éviter la propagation du virus », estime l'INHOPP dans ce document prescrivant des mesures audacieuses aux autorités haïtiennes.

La mécanisation pour réduire les contacts entre les travailleurs agricoles ; des solutions adéquates via une politique agressive aux techniques de récolte, de conservation et de transport qui compromettent l'offre agricole ; et, la diffusion d'information adéquate sur les disponibilités en denrées de chaque région, figurent parmi les mesures qui doivent être envisagées pour anticiper la pénurie de biens de consommation de base qui va se faire sentir dans le pays dans 3 mois ou moins.

Selon l'INHOPP, une crise d'offre aiguë se profile à l'horizon à cause de la campagne agricole d'hiver 2019 perdue ; la campagne agricole de printemps 2020 sévèrement compromise ; la fermeture de la frontière haïtiano-dominicaine ; ce qui va perturber la livraison des marchandises sur le marché local ; et, l'anticipation d'une diminution des flux de marchandises en provenance des Etats-Unis ainsi que la prévision d'un arrêt temporaire des marchandises provenant de l'Europe.

« Parmi les mesures d'urgence du gouvernement, le moratoire de 3 mois une fois échu et les subventions vont libérer un pouvoir

d'achat exerçant une pression croissante sur le stock de marchandises disponible, et les maigres flux de marchandises à pouvoir entrer au pays », prévient l'INHOPP invitant les dirigeants à envisager des mesures de relance ou de mitigation exceptionnelles.

Ainsi, la stratégie proposée par l'INHOPP passe par la déclaration de l'état d'urgence humanitaire pour prendre en considération des domaines d'intervention autres que le secteur santé ; une révision des projets agricoles de l'ensemble des bailleurs déjà en exécution, ceci pour une révision de portefeuille et une adaptation des activités avec les exigences du moment ; la révision des crédits alloués au MARNDR pour une éventuelle rectification budgétaire.

« Pour garantir un certain niveau de production, les responsables de politique pourraient passer des contrats de production avec des groupes de producteurs organisés dans chaque département afin de garantir l'achat d'un volume de produits alimentaires qui intégrerait un programme de filets de sécurité sociale par la distribution de portion sèche. Tout en accordant un appui soutenu aux agriculteurs individuels par l'attribution de subvention des intrants (labourage, semences, boutures, fertilisants chimiques) », suggère ce texte préparé par l'économiste Fritz A. Jean ainsi que l'agronome Joanas Gué, et commenté par Jean François Tardieu.

Le tableau qui suit présente les produits à cycle-court qui pourraient être considérés en fonction des potentialités des régions. (Cf page 10)

La crise du coronavirus : une opportunité pour promouvoir l'usage de l'argent mobile et l'écosystème de la FinTech en Haïti.

La crise du coronavirus, avec son impératif d'auto-quarantaine et de limiter sévèrement les contacts entre les personnes et l'argent physique, pourrait donner un élan à la croissance de l'utilisation de l'argent mobile un peu partout dans le monde. Les gouvernements, les banques, les entreprises FinTech ect... trouvent dans cette crise sanitaire une occasion unique pour promouvoir les écosystèmes de finance numérique afin qu'ils soient plus complets et plus inclusifs. L'usage de l'argent papier expose les populations à davantage de risque de contamination. Des alternatives numériques peuvent réduire ce risque tout en accélérant l'inclusion financière.

Plusieurs pays en développement dont le Kenya (où le marché de l'argent mobile est le plus performant du monde) et le Rwanda ont profité de cette opportunité pour promouvoir davantage l'usage de l'argent mobile, susceptible d'avoir un impact positif sur l'inclusion financière. La Banque centrale du Kenya, en partenariat avec la compagnie M-Pesa, a annoncé le mercredi 15 mars, la réduction des frais de transaction pour l'argent mobile, augmentant le montant autorisé dans les portefeuilles mobiles et la réduction des tarifs de l'argent mobile, afin d'encourager les gens à éviter d'utiliser l'argent en papier pour freiner (monnaie fiduciaire) la propagation du virus.

En Haïti, l'Etat et plusieurs acteurs au niveau du système financier ont pris des mesures pour inciter la population à utiliser davantage de l'argent mobile. Citons celles de la Banque de la République d'Haïti (BRH) relatives à la renonciation d'encaisser des frais relatifs aux virements interbancaires (SPIH), et aussi des mesures prises par des deux principales banques du système financier d'annuler les coûts de toute transaction en ligne. Le système bancaire haïtien semble donc être au rendez-vous pour répondre à la crise sanitaire. Il faut aussi noter les initiatives de la Digicel (mon cash) et de la Natcom (Nat cash) d'annuler les frais relatifs aux transferts sur leurs plateformes

respectives (P2P). Mon Cash par exemple a élargi les comptes ordinaires des clients qui ont passé de 7 000 à 10 000 gourdes maximum. Plusieurs autres petites et moyennes entreprises (PME) s'invitent aussi de la partie, en travaillant avec les banques pour faciliter aux clients de faire des retraits directement à partir de leurs téléphones via Mon Cash et Nat Cash.

Si beaucoup reste encore à faire pour que l'écosystème de l'argent numérique et de la FinTech en Haïti soit plus avancé, la crise du coronavirus constitue donc une invitation lancée à nos acteurs financiers d'être plus agiles pour promouvoir l'usage de l'argent mobile en Haïti. Ce dernier est un vecteur puissant pour l'inclusion financière des pauvres et des extrêmement pauvres qui peuvent ainsi bénéficier, à moindre coût, du crédit et des transferts sans contreparties. Les entreprises Fintech et le secteur financier traditionnel doivent travailler ensemble pour améliorer l'écosystème Fintech haïtien qui peut apporter beaucoup de valeurs à l'économie nationale.

La crise sanitaire, en dépit des dégâts qu'elle fait, apporte avec elle des opportunités particulièrement au niveau du secteur de la finance et de la technologie. Il est conseillé d'éviter, dans la mesure du possible, l'usage de l'argent liquide car, en moyenne le virus du Covid-19 a durée de survie de trois (3) jours minimum sur du papier. Les dépenses à partir de l'argent mobile, des cartes de crédit et de débit sont très importantes pour lutter contre la propagation du virus. En Haïti, si nous devons reconnaître des efforts actuellement au niveau du système financier pour pousser l'argent mobile, cependant la crise peut être davantage vue comme une opportunité de booster cette stratégie pour un système financier plus agile, fort et inclusif.

COVID-19 : Trinité-et-Tobago s'isole du reste du monde

Pour tenter d'endiguer la propagation de la pandémie du coronavirus, Trinité-et-Tobago a décidé de se déconnecter de la communauté internationale pour les 14 prochains jours. «Nous sommes en crise. Nous sommes en situation d'urgence », a déclaré le Premier ministre de Trinité-et-Tobago, le Dr Keith Rowley, qui n'autorisera personne d'autre que ses ressortissants à entrer dans le pays - sauf dans des circonstances exceptionnelles - pendant les deux prochaines semaines. Les bars, pour les 14 prochains jours, et les écoles publiques jusqu'au 20 avril resteront fermés également. Au lundi 16 mars 2020, Trinité-et-Tobago comptait quatre cas confirmés de COVID-19, tous des cas importés selon des responsables de la santé.

Plusieurs cas de coronavirus enregistrés dans la CARICOM

Sainte-Lucie, Suriname, Aruba et Curaçao ont été récemment ajoutés à la liste des pays ayant confirmé des cas de Coronavirus (COVID-19) sur leur territoire. Après confirmation de l'existence du virus, Suriname a fermé ses frontières et ses aéroports à tout trafic, Curaçao a interdit jusqu'à nouvel ordre tous les vols en provenance d'Europe, Aruba a aussi interdit jusqu'au 31 mars les vols en provenance d'Europe. Sainte-Lucie a annulé son festival de jazz, prévu du 7 au 9 mai prochain, après avoir détecté son premier cas. Les autres pays des Caraïbes qui ont signalé des cas de COVID-19 sont Antigua-et-Barbuda, Cuba, la République dominicaine, la Jamaïque, la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

COVID-19 : Antigua-et-Barbuda ne fermera pas ses frontières

Antigua-et-Barbuda n'a pas l'intention de fermer ses frontières comme d'autres pays l'ont

fait pour parer à la menace du coronavirus. Cela pourrait être économiquement préjudiciable, a déclaré le Premier ministre de l'île, Gaston Browne. A l'annonce d'un cas confirmé de COVID-19, le ministère de l'Éducation a décrété la fermeture de tous les établissements d'enseignement publics et privés jusqu'au 27 mars. Dans l'intervalle, les cours de la principale Université de l'île ont également été suspendus jusqu'au 27 mars.

Les îles Vierges britanniques anticipent le premier cas du coronavirus

Alors qu'aucun cas confirmé du coronavirus n'a été signalé dans le territoire britannique d'outre-mer des îles Vierges(BVI), le gouvernement local a néanmoins fermé son port de croisière de Tortola, ne permettant à aucun navire de croisière de faire escale sur le territoire pendant une période de 30 jours, dans le but de garder à distance le Coronavirus (COVID-19). De plus, les rassemblements de masse ou les festivals qui devaient avoir lieu aux BVI au cours du prochain ont été reportés jusqu'à nouvel ordre.

Coronavirus : la Jamaïque se tourne vers des infirmières cubaines

La Jamaïque a sollicité du gouvernement cubain des infirmières à la retraite afin de renforcer la capacité de son système de santé à faire face au nouveau Coronavirus (COVID-19). Un premier contingent de 21 infirmières spécialisées en provenance de Cuba arrivera sur l'île le 24 mars, a déclaré le ministre de la Santé, le Dr Christopher Tufton. La Jamaïque dénombre actuellement un total de 10 cas confirmés.

Mesures politique, économique et sociale de mitigation d'impact prises par l'administration Moïse-Jouthé

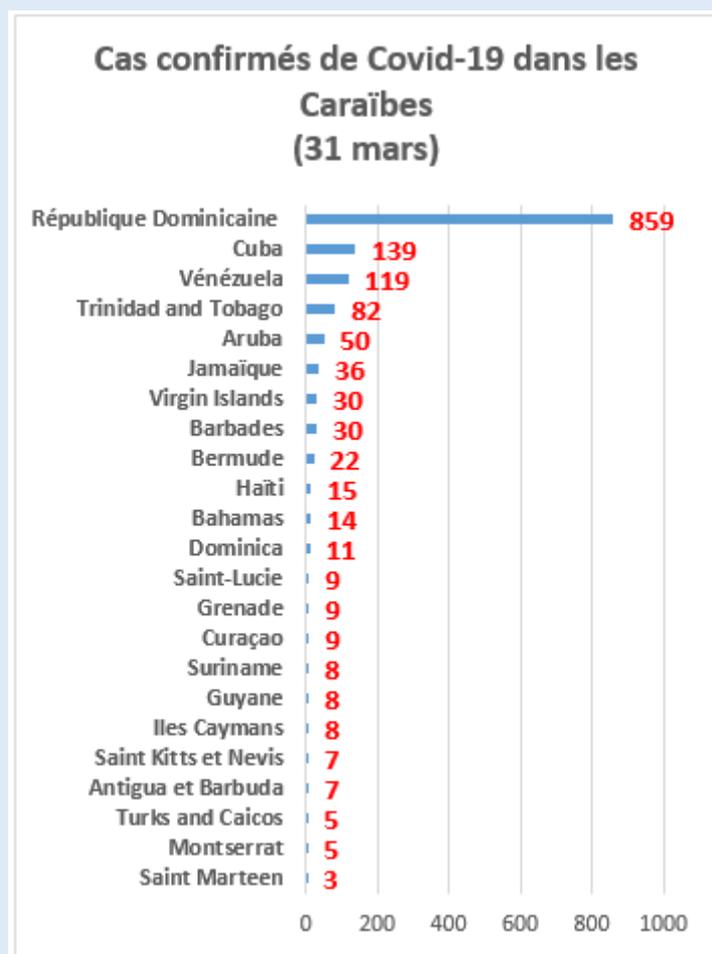
Mesures fiscales et douanières envisagées	Autres Mesures économiques et sociales
1- Report de la date de paiement d'impôt sur le Revenu pour les entreprises et les personnes physiques pour trois mois ;	1. Cash transfert non conditionnel à un million cinq cent mille (1 500 000) ménages les plus vulnérables ;
2- Annulation des amendes et pénalités dues au retard de paiement jusqu'au 30 juin 2020 ;	2. Distribution de ration sèche ;
3- Fractionnement du paiement de l'ISR des entreprises ayant déposé leur bilan au début du mois de janvier ;	3. Subvention au secteur de la sous-traitance pour paiement de salaire aux soixante mille (60 000) ouvriers ;
4- Moratoire de trois mois sur l'application de l'amende de 25 000 gourdes à payer par toutes les entreprises n'ayant pas soumis leurs états financiers dans les formes et délais prescrits ;	4. Subvention pour le paiement des professeurs du secteur privé (primaire, secondaire et universitaire) ;
5- Extension de trois (3) mois de la validité du quitus fiscal pour les entreprises à compter de la date d'expiration ;	5. Gratification spéciale aux personnels soignants et aux forces de l'ordre ;
6- Report de l'exigibilité de la CFPB jusqu'au 30 juin 2020 ;	6. Subvention au secteur Transport ;
7- Mise en place d'une Cellule pour faciliter le dédouanement des équipements et matériels médicaux et autres en une journée ;	7. Suspension des décaissements des ressources au bénéfice des projets d'investissement public non prioritaires ;
8- Réactivation du processus devant aboutir au paiement en ligne des obligations fiscales et douanières.	8. Priorisation du paiement par virement bancaire en lieu et place d'émission de chèques.

**Production alimentaire
à cycle court suivant les
zones géographiques du
pays**



CULTURES	DEPARTEMENTS DE PRODUCTION PRIVILEGIES	PERIODE DE PLANTATION	CERTAINES INDICATIONS SUR LA DISPONIBILITE DE SEMENCES
Haricot	Dans les 10 départements et dans les zones d'altitude moyenne et de montagnes humides	Avril	Dans toutes les zones ayant des périmètres irrigués ayant eu une production d'haricot d'hiver
Pois inconnu	Nord, Nord Est, Plateau Central, Sud, Artibonite, Ouest	Avril-Mai	Dans les zones de production
Pois Congonon photo périodique	Dans les 10 départements, dans les plaines ou plateaux à altitude moyenne (ex : bas plateau central et plaine du cul de sac)	Avril- Mai- Juin	San Juan Maguana (Rep. Dom)
Pois souche (bese bas)	Bien adaptées à des zones à faible et moyen niveau de fertilité	Mai -Juin	Nord-Ouest
Calalou gombo	Dans les 10 départements au niveau des plaines et piedmont	Avril- Mai-Juin	Un peu partout mais au niveau de certains magasins d'intrants agricoles
Epinard	Dans les plaines et plateaux au niveau des 10 départements	Avril - Mai - Juin suivant les périodes de pluie	Un peu partout
Patate douce	Dans les plaines aux niveaux de 10 départements, principalement : le nord, nord- Est, Nord-Ouest, Artibonite, Sud, Nord-Ouest, Ouest	Avril-Mai	Disponible un peu partout suivant la variété
Manioc doux	Dans les 10 départements surtout au niveau des plaines à faible disponibilité en eau	Avril – Mai-Juin	Dans les 10 départements suivant la variété
Maïs vert	Dans les 10 départements surtout en plaine et zones de faible altitude	Avril-Mai	Artibonite surtout : à Désarmes, Verrettes et Liancourt Sud : surtout aux Cayes et Torbeck
Sorgho à cycle court	Dans les plaines et plateaux des 10 Départements	Avril- Mai-Juin	Voilà avec CHIBAS (Gael Pressoir et Kenn Michel)
Cultures maraichères	Dans les zones a altitude moyenne et haute: Morne des commissaires, Morne la Selle, Marmelade, Dondon, St Raphael	Mai- Juin-Juillet	Dans les magasins d'intrants

Notes Infographiques



Source : worldometers/Conception Group Croissance et AHJEDD

Régions/Pays	Nombre de personnes sous-alimentées	Nombre d'adultes (18 ans ou plus) obèses.
Amérique Latine Caraïbes	39	104.7
Caraïbes	7.2	6.6
Haiti	5	1.3
Cuba	<0.1	2.4
République Dominicaine	1.1	1.9
Jamaïque	0.3	0.5
Nicaragua	1	1
Guatemala	2.6	2.6

NB : en million de personnes

Source : FAO/ Conception Group Croissance et AHJEDD